

§ único. É consequentemente aumentado um lugar ao número dos cônsules de 2.^a classe e abatido um lugar ao dos cônsules de 3.^a classe, que foram fixados pelo decreto com força de lei n.º 16:822, de 2 de Maio de 1929.

Art. 2.º É adicionada à dotação do quadro n.º 1 do artigo 32.º do capítulo 4.º do orçamento do Ministério dos Negócios Estrangeiros para o ano económico de 1929-1930 a quantia de 90\$ correspondente à diferença entre os ordenados fixos de cônsul de 2.^a e 3.^a classe relativa a seis meses e, simultaneamente, anulada igual quantia da verba 2 do artigo 37.º do mesmo capítulo e orçamento, consignada a «despesas secretas indispensáveis à defesa nacional, vigilância de emigração e outras imprevistas» do serviço consular, e bem assim a de 1.890\$ da verba 3 do mesmo artigo, consignada a «diferença de câmbio».

Art. 3.º Fica revogada a legislação em contrário.

Determina-se portanto a todas as autoridades a quem o conhecimento e execução do presente decreto com força de lei pertencer o cumpram e façam cumprir e guardar tam inteiramente como nêle se contém.

Os Ministros de todas as Repartições o façam imprimir, publicar e correr. Dado nos Paços do Governo da República, em 7 de Janeiro de 1930. — ANTONIO OSCAR DE FRAGOSO CARMONA — *Artur Ivens Ferraz* — *Luís Maria Lopes da Fonseca* — *António de Oliveira Salazar* — *Hamilcar Barcinio Pinto* — *Luís António de Magalhães Correia* — *Jaime da Fonseca Monteiro* — *João Antunes Guimarães* — *Eduardo Augusto Marques* — *Vitor Hugo Duarte de Lemos* — *Henrique Linhares de Lima*.

Direcção Geral dos Negócios Comerciais

1.^a Repartição

Por ordem superior se publica a nota, trocada em 15 de Junho de 1929, com outra de igual teor assinada pelo Sr. W. Schaumans, Enviado Extraordinário e Ministro Plenipotenciário da Letónia:

En attendant la conclusion d'un traité définitif de commerce et de navigation, le soussigné, Ministre des Affaires Étrangères de la République Portugaise, a l'honneur de déclarer à Son Excellence Monsieur le Ministre de Lettonie ce qui suit:

ARTICLE 1.

Les produits, naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de Portugal, des îles adjacentes et de ses possessions d'outre-mer, seront admis, à leur importation en Lettonie au bénéfice du tarif le plus favorable que le Gouvernement Letton accorde ou puisse accorder à toute puissance tierce.

ARTICLE 2.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de Lettonie, seront admis, à leur importation en Portugal et aux îles adjacentes, au bénéfice du tarif minimum qui soit ou qui sera en vigueur pendant la durée du présent accord et les produits, naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de Lettonie, inscrits au tableau annexé au présent accord seront admis, à leur importation en Portugal et aux îles adjacentes, au bénéfice du tarif le plus favorable que le Gouvernement Portugais accorde ou puisse accorder à toute puissance tierce. Pour l'application de ce traitement, la Lettonie ne pourra invoquer les accords que le Portugal aura conclus ou viendrait à conclure avec l'Espagne et le Brésil.

ARTICLE 3.

Pour autant que le régime de contrôle ou des prohibitions d'importation reste encore en vigueur sur leurs territoires, les marchandises portugaises et lettones jouiront, respectivement, en Lettonie et au Portugal, du traitement de la nation la plus favorisée. Pendant la durée du présent accord, le Gouvernement Letton autorisera la libre importation, ainsi que la consommation et la vente, des vins portugais d'une teneur alcoolique égale ou inférieure à 21°

ARTICLE 4.

Le Gouvernement Letton reconnaît que les designations des vins de Porto et Madeira appartiennent exclusivement aux vins récoltés dans les régions portugaises du Douro et de l'Île de Madeira, et il s'engage à poursuivre sur son territoire, conformément aux prescriptions de la législation intérieure en vigueur, tout abus des dites désignations par rapport aux vins qui ne seraient pas originaires des régions respectives du Portugal et de l'Île de Madeira.

Ces dispositions s'appliquent, alors même que la mention régionale est accompagnée de l'indication du nom du véritable lieu de l'origine ou de l'expression, type, genre, façon ou de toute autre expression similaire, susceptible de rendre douteuse la vraie origine de la marchandise dans le commerce.

Le poursuite aura lieu, soit à la diligence de l'Administration des Douanes, soit à la requête du Ministère Public ou d'une partie intéressée, individu ou société.

Chacun des deux Gouvernements s'engage à appliquer, immédiatement et sans compensation, toutes les mesures pour garantir les produits naturels ou fabriqués originaires de l'autre contre toute forme de concurrence déloyale et usage de fausses appellations d'origine qu'il se soit engagé ou pourrait s'engager à appliquer aux produits d'un autre pays.

ARTICLE 5.

Pendant la durée du présent accord le Gouvernement Letton accordera à la navigation portugaise le traitement de la nation étrangère la plus favorisée. De son côté, le Gouvernement Portugais accordera à la navigation lettone dans la métropole et les îles adjacentes du Portugal une réduction de 25 % sur les droits de navigation (taxas do imposto do comércio marítimo), qui sont actuellement en vigueur ou qui viendraient à les remplacer et il accordera à ladite navigation dans les colonies portugaises le traitement de la nation étrangère la plus favorisée.

ARTICLE 6.

Les dispositions des articles 1 et 5 ne s'appliquent pas:

- 1) Au traitement accordé ou qui pourrait être accordé par la Lettonie dans le trafic de frontière avec les pays limitrophes;
- 2) Aux faveurs spéciales résultant d'une Union douanière;
- 3) Aux avantages e faveurs que la Lettonie a accordés ou pourrait accorder à l'Esthonie, à la Finlande, à la Lithuanie ou à l'Union des R. S. S.

ARTICLE 7.

Le présent accord sera ratifié conformément à la législation de chaque pays. Il entrera en vigueur un mois après que la ratification de la Lettonie aura été notifiée à Lisbonne et sera valable pour une année à partir de la date de sa mise en vigueur. S'il n'est pas dénoncé

trois mois avant l'expiration de ce délai, il est prolongé par voie de tacite reconduction jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir du jour où l'un ou l'autre des deux Gouvernements l'aura dénoncé.

En foi de quoi, le soussigné, Ministre des Affaires Étrangères de la République Portugaise, a signé la présente Déclaration, qu'il a échangée contre celle, d'égale teneur, signée en date de ce jour par Son Excellence Monsieur le Ministre de Lettonie.

Fait à Lisbonne le 15 Juin mil neuf cent vingt-neuf.—
Manuel Carlos Quintão Meireles, Ministre des Affaires Étrangères de la République Portugaise.

Liste des positions du tarif douanier portugais pour lesquelles la Lettonie bénéficie du traitement de la nation la plus favorisée.

Numéros du tarif	Nomenclature
12	Soies et crin animal, bruts ou préparés.
14	Colles fortes, colles-gélatine et colles de poisson.
34	Peaux corroyées : semelles.
43	Boyaux salés ou secs.
53	Poutres, poutrelles, poteaux, lattes et baguettes.
72	Lin et chanvre (filasse).
75	Bois brut.
75 bis	Bois coupé, en petits morceaux pour allumettes et pour boîtes d'allumettes (décret 13.741/1927).
76	Bois d'une épaisseur de plus de 75 millimètres et d'une largeur minimum de 25 centimètres.
77	Bois d'une épaisseur de plus de 75 millimètres et d'une largeur inférieure à 25 centimètres.
78	Bois d'une épaisseur de plus de 35 millimètres jusqu'à 75 millimètres, inclusivement.
79	Bois d'une épaisseur de plus de 15 millimètres jusqu'à 35 millimètres.
80	Bois d'une épaisseur de 1 millimètre à 15 millimètres.
81	Bois d'une épaisseur inférieure à 1 millimètre.
82	Bois pour mâture d'embarcation.
83	Bois en mâts ou poteaux propres pour supports de conducteurs de courant électrique, imprégnés ou non, simplement décortiqués et sans autre main d'œuvre ou accessoires quelconques, sinon peints ou préservés sur une longueur non supérieure à 2 mètres.
87	Huile de lin crue ou cuite.
89	Huiles grasses non spécifiées.
124	Huiles minérales non dénommées.
400	Fil de lin ou de chanvre, simple.
401	Fil de lin ou de chanvre, retors.
402	Fil simple pour toile grossière jusqu'au N° 12, de lin, chanvre ou leurs étoupes, mélangés ou non d'autres filaments végétaux.
403	—
404	—
405	Fil non dénommé (lin et similaires).
406	Damassés et linge de table de lin.
407	Toile à voile écrue ou blanchie d'une largeur maximum de 62 centimètres, avec fils de marques teintes ou non, d'un poids supérieur à 650 grammes par mètre carré.
407-A	Étoupes de chanvre (toile d'emballage) et toiles grossières.
408	Rubans et galons jusqu'à une largeur maximum de 30 centimètres.
409	Canevas, bougran et similaires.
456	Mèches pour bougies.
457	Mèches non dénommées (les mèches contenant même des fils de soie sont comprises sous ce numéro).
472	Pommes de terre.
487	Poissons non dénommés.
488	Poissons non dénommés, frais, sans aucune préparation, ou seulement avec le sel indispensable à sa conservation.
489	Poissons non dénommés, salés, en saumure, pressés, fumés ou séchés.
490	Sardines fraîches, salées et pressées.
494	Graisse, saindoux et lard de porc.
502	Viande non dénommée, fraîche, séchée ou préparée de toutes façons et lard.

Numéros du tarif	Nomenclature
512	Graisses alimentaires, non dénommées.
514	Beurre naturel.
514-A	Beurres artificiels.
520	Oeufs entiers ou non, frais ou conservés par n'importe quel procédé.
522	Fromages.
523	Produits alimentaires non dénommés.
633	Peaux en poils, en ouvrages terminés ou non, taillées pour le travail ou cousues les unes aux autres.
642	Caoutchouc et similaires en ouvrages non dénommés.
644	Bois sciés et préparés pour parquets.
646	Bois en ouvrage : parquets et ses imitations.
657	Carreaux en faïence.
659	Faïences.
661	Carreaux en argile non vernissés.
665-B	Porcelaines non spécifiées, blanches, sans peinture ou autres ornements quelconques.
666	Porcelaines non dénommées.
718	Carton et cartoline en feuilles.
739	Papier en feuilles pour cigarettes.
744	Papier non spécifié.
770	Jouets et jeux à l'exception des billards et leurs accessoires.
773	Chaussures en cuir, bottes à revers ayant plus de 30 centimètres de haut.
774	Chaussures non spécifiées avec semelles de cuir ou de cuir avec semelles de caoutchouc.
774-A	Chaussures de caoutchouc.
775	Chaussures non dénommées.
792	Colles liquides.
793	Colles sèches ou en pâte non dénommées (à l'exception de la gélatine, de la colle forte et de la colle de poisson).
833	Toiles cirées pour tapis de table.
834	Toiles cirées non dénommées.
835	Toiles cirées en ouvrage.

Fait à Lisbonne le 15 Juin 1929.—*Manuel Carlos Quintão Meireles*, Ministre des Affaires Étrangères.

(Tradução)

Acôrdo comercial entre Portugal e a Letónia,
que entra em vigor no dia 27 de Janeiro de 1930

Aguardando a conclusão de um tratado definitivo de comércio e navegação, o abaixo assinado, Ministro dos Negócios Estrangeiros da República Portuguesa, tem a honra de declarar a S. Ex.^a o Ministro da Letónia o que segue:

ARTIGO 1.º

Os produtos, naturais ou fabricados, originários e procedentes de Portugal, das ilhas adjacentes e das suas possessões ultramarinas serão admitidos, à importação na Letónia, ao benefício da tarifa mais favorável que o Governo Letão concedo ou venha a conceder a qualquer terceira Potência.

ARTIGO 2.º

Os produtos, naturais ou fabricados, originários e procedentes da Letónia serão admitidos, à importação em Portugal e ilhas adjacentes, ao benefício da tarifa mínima em vigor ou que vier a vigorar durante a validade do presente acôrdo e os produtos, naturais ou fabricados, originários e procedentes da Letónia, enumerados na tabela anexa ao presente acôrdo, serão admitidos, à importação em Portugal e ilhas adjacentes, ao benefício da tarifa mais favorável que o Governo Português concede ou venha a conceder a qualquer terceira Potência. Para aplicação deste tratamento, a Letónia não poderá invocar os acordos que Portugal tiver concluído ou vier a concluir com a Espanha e o Brasil.

ARTIGO 3.º

Em tanto quanto o regime de fiscalizações ou proibições de importação estiver ainda em vigor nos seus territórios, as mercadorias de Portugal e da Letónia gozarão, respectivamente na Letónia e em Portugal, do tratamento da nação mais favorecida. Durante a vigência do presente acôrdo, o Governo Letão autorizará a livre importação, bem como o consumo e a venda, dos vinhos portugueses de uma graduação alcoólica igual ou inferior a 21º

ARTIGO 4.º

O Governo Letão reconhece que as designações dos vinhos do Pôrto e da Madeira pertencem exclusivamente aos vinhos produzidos nas regiões portuguesas do Douro e da Ilha da Madeira, e compromete-se a proceder no seu território, conforme as prescrições da legislação interna em vigor, contra qualquer abuso das ditas designações em relação aos vinhos que não sejam originários das respectivas regiões de Portugal e da Ilha da Madeira.

Estas disposições aplicam-se mesmo quando a menção regional é acompanhada da indicação do nome do verdadeiro lugar de origem ou da expressão *tipo*, *género*, *qualidade*, ou de qualquer outra expressão similar, susceptível de pôr em dúvida a verdadeira origem da mercadoria no comércio.

O processo terá lugar quer por diligência da administração das alfândegas, quer a requerimento do Ministério Público, ou de uma parte interessada, indivíduo ou sociedade.

Cada um dos dois Governos compromete-se a aplicar imediatamente e sem compensação todas as providências para garantir os produtos naturais ou fabricados originários do outro contra todas as formas de concorrência desleal e uso de falsas denominações de origem que se tiver obrigado ou vier a obrigar-se a aplicar aos produtos do outro país.

ARTIGO 5.º

Durante a vigência do presente acôrdo, o Governo da Letónia concederá à navegação portuguesa o tratamento da nação mais favorecida. Por seu lado, o Governo Português concederá à navegação letona, na metropole e ilhas adjacentes, uma redução de 25 por cento sobre as taxas de navegação (taxas do imposto do comércio marítimo) actualmente em vigor, ou as que as vierem a substituir, e concederá à dita navegação nas colónias portuguesas o tratamento da nação estrangeira mais favorecida.

ARTIGO 6.º

As disposições dos artigos 1.º e 5.º não se aplicam:

1) Ao tratamento concedido ou que poderá ser concedido pela Letónia no tráfico de fronteira com os países limítrofes;

2) Aos favores especiais resultantes duma união aduaneira;

3) As vantagens e favores que a Letónia tenha concedido ou venha a conceder à Estónia, à Finlândia, à Lituânia ou à União das R. S. S.

ARTIGO 7.º

O presente acôrdo será ratificado conforme a legislação dos dois países. Entrará em vigor um mês depois de a ratificação da Letónia ter sido notificada em Lisboa e será válido por um ano, a contar da data da sua entrada em vigor. Se não for denunciado três meses antes de expirar esse prazo, será prorrogado por via de tácita recondução até o termo de um prazo de três meses, a contar do dia em que um ou outro dos dois Governos o tiver denunciado.

Em firmeza do que o abaixo assinado, Ministro dos Negócios Estrangeiros da República Portuguesa, assinou a presente declaração, que trocou com a de igual teor assinada em data de hoje pelo Sr. Enviado Extraordinário o Ministro Plenipotenciário da Letónia.

Feito em Lisboa a 15 de Junho de 1929.—*Manuel Carlos Quintão Meireles*, Ministro dos Negócios Estrangeiros da República Portuguesa.

Lista dos artigos da Pauta das Alfândegas portuguesa, em que a Letónia goza do tratamento da nação mais favorecida.

Números da pauta	Mercadorias
12	Cerdas e crina animal, em bruto ou preparadas.
14	Grudes, colas-gelatinas e colas de peixe.
34	Pele curtidas: sola.
43	Tripas salgadas ou secas.
53	Barrotes, barrotões, paua, ripas e varas.
72	Linho e cânhamo (fiação).
75	Madeira em bruto.
75 bis	Madeira cortada em pequenos fragmentos para fósforos e para caixas de fósforos. (Decreto n.º 13:741).
76	Madeira de espessura superior a 75 milímetros e largura mínima de 25 centímetros.
77	Madeira de espessura superior a 75 milímetros e largura inferior a 25 centímetros.
78	Madeira de espessura superior a 35 milímetros até 75, inclusive.
79	Madeira de espessura superior a 15 milímetros até 35.
80	Madeira de espessura de 1 milímetro a 15 milímetros.
81	Madeira de espessura inferior a 1 milímetro.
82	Madeira para mastreação de embarcações.
83	Madeira em mastros ou postes próprios para suportes de condutores de corrente eléctrica, impregnados ou não, simplesmente descascados e sem outra mão de obra ou quaisquer acessórios, embora pintados ou preservados em extensão não superior a 2 metros.
87	Óleo de linhaça cru ou ferverido.
89	Óleos gordos não especificados.
124	Óleos minerais não especificados.
400	Fio de linho ou cânhamo, simples.
401	Fio de linho ou cânhamo, torcido.
402	Fio simples para grossaria até o n.º 12, de linho, cânhamo ou suas estôpas, associados ou não a outros filamentos vegetais.
403	—
404	—
405	Fio não especificado.
406	Adamascados e atalhados de linho.
407	Lonas cruas ou branqueadas, com a largura máxima de 62 centímetros, com fios balizas, tintos ou não, de peso superior a 650 gramas por metro quadrado.
407-A	Canhamagos e grossarias.
408	Fitas e galões até a largura máxima de 80 centímetros.
409	Talagarça, merlim e semelhantes.
456	Torcidas ou pavios para velas.
457	Torcidas não especificadas.
472	Batatas.
487	Pescarias não especificadas.
488	Peixe não especificado, fresco, sem preparo algum, ou só com o sal indispensável à sua conservação.
489	Peixe não especificado, salgado, em salmoura, prensado, fumado ou seco.
490	Sardinha fresca, salgada e prensada.
494	Banha e unto.
502	Carne não especificada, fresca, seca, ou por qualquer modo preparada, e toucinho.
512	Gorduras alimentares não especificadas.
514	Manteiga natural.
514-A	Manteigas artificiais.
520	Ovos completos ou não, frescos ou conservados por qualquer processo.
522	Queijos.
523	Substancias alimentícias não especificadas.

Números da pauta	Mercadorias
633	Peles em cabelo, em obra acabada ou não, talhadas para obra ou cosidas umas às outras.
642	Borracha e similares em obra não especificada.
644	Madeira serrada e aparelhada para soalhos.
646	Madeira em obra: <i>parquet</i> e suas imitações.
657	Azulejos.
659	Faianças.
661	Ladrilhos de barro não vidrado.
665-B	Porcelana não especificada, branca, sem pintura ou qualquer outro ornamento.
666	Porcelana não especificada.
718	Cartão e papelão em folhas.
739	Papel em mortalhas para cigarros.
744	Papel não especificado.
770	Brinquedos e jogos, com excepção dos bilhares e seus pertences.
773	Calçado de coiro, botas com cano de altura superior a 30 centímetros.
774	Calçado não especificado, com sola de coiro ou de coiro com sola de borracha.
774-A	Calçado de borracha.
775	Calçado não especificado.
792	Colas líquidas.
793	Colas secas ou pastosas, não especificadas (excepto gelatina, grude e cola de peixe).
833	Oleados para tapetes de casa.
834	Oleados não especificados.
835	Oleados em obra.

Feito em Lisboa, no dia 15 de Junho de 1929.—
Manuel Carlos Quintão Meireles, Ministro dos Negócios Estrangeiros.

MINISTÉRIO DO COMÉRCIO E COMUNICAÇÕES

Administração Geral dos Correios e Telégrafos

Decreto n.º 17:848

No capítulo 2.º «Despesa extraordinária» do orçamento da Administração Geral dos Correios e Telégrafos para o actual ano económico estão inscritas, respectivamente na 1.ª e 2.ª classes dos encargos a custear pelo Fundo especial, as verbas de 1:028.209\$06 e 8:000.000\$.

Reconheceu-se porém, pelo decorrer dos trabalhos de construção e ampliação da rede telefónica nacional, que é excessiva a verba prevista para pagamento de ajudas de custo, serviços extraordinários e despesas de transporte, ao passo que é exígua a verba prevista para aquisição, transporte de material e diversos.

É pois de aconselhar que da 1.ª para a 2.ª classe seja

transferida a importância necessária para que haja equilíbrio entre as duas verbas destinadas à construção e ampliação da rede telefónica nacional.

Nestes termos:

Usando da faculdade que me confere o n.º 2.º do artigo 2.º do decreto n.º 12:740, de 26 de Novembro de 1926, por força do disposto no artigo 1.º do decreto n.º 15:331, de 9 de Abril de 1928, sob proposta dos Ministros de todas as Repartições:

Hei por bem decretar, para valer como lei, o seguinte:

Artigo 1.º No orçamento da Administração Geral dos Correios e Telégrafos para o ano económico de 1929-1930 é transferida da 1.ª para a 2.ª classe do capítulo 2.º «Despesa extraordinária, encargos a custear pelo Fundo especial» a quantia de 400.000\$.

Art. 2.º Fica revogada a legislação em contrário.

Determina-se portanto a todas as autoridades a quem o conhecimento e execução do presente decreto com força de lei pertencer o cumpram e façam cumprir e guardar tam inteiramente como nele se contém.

Os Ministros de todas as Repartições o façam imprimir, publicar e correr. Dado nos Paços do Governo da República, em 9 de Janeiro de 1930.—ANTÓNIO ÓSCAR DE FRAGOSO CARMONA—*Artur Ivens Ferraz*—*Luís Maria Lopes da Fonseca*—*António de Oliveira Salazar*—*Hamílcar Barcino Pinto*—*Luís António de Magalhães Correia*—*Jaime da Fonseca Monteiro*—*João Antunes Guimarães*—*Eduardo Augusto Marques*—*Vitor Hugo Duarte de Lemos*—*Henrique Linhares de Lima*.

MINISTÉRIO DAS COLÓNIAS

Direcção Geral dos Serviços Centrais

Repartição dos Correios e Telégrafos

Secção dos Correios

Rectificação

No decreto n.º 15:311, de 3 de Abril de 1928, publicado no *Diário do Governo* da mesma data, a linhas 4 e 5 do § 2.º do artigo 78.º, onde se lê: «encomendas das mesmas classes, para o interior», deve ler-se: «encomendas das mesmas classes para o exterior».

Para ser publicado nos «Boletins Officiais» de todas as colónias.

Direcção Geral dos Serviços Centrais, 7 de Janeiro de 1930.—O Director Geral interino, *Ernesto Júlio Navarro*.